

Gérard Merle

avec la collaboration d'Alain Astaud

**UN
MILITANT
EXEMPLAIRE**

Au cœur de la Chiraquie



Extrait de la publication

Un militant exemplaire

GÉRARD MERLE

AVEC LA COLLABORATION D'ALAIN ASTAUD

Un militant exemplaire

Au cœur de la Chiraquie

**DENOËL
IMPACTS**

**Ouvrage publié sous la direction
de Guy Birenbaum**

**© by Éditions Denoël, 2001
9, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
ISBN : 2.207.25185.3
B 25185.3**

Chronique d'une mort annoncée

Malheur à quiconque brisera la loi du silence.

Ce soir de novembre 1999, sur la route cahoteuse de Corrèze qui mène de Treignac à ma ferme de Madranges, dans ce merveilleux pays des Monédières, je conduis ma fourgonnette à la diable, comme à l'accoutumée. Je sors d'un rendez-vous chez le dentiste et je n'ai qu'une hâte, c'est de retrouver mon refuge. À l'entrée du lieu dit Ayguepanade, la présence de plusieurs véhicules stationnés devant ma maison m'intrigue. D'instinct, je suis sur le qui-vive. Ces derniers mois, j'ai été l'objet de trop de menaces pour ne pas me méfier. Je ne suis qu'à demi rassuré lorsque, dans les phares de ma voiture, je reconnais Jacques Peschadour, le maire de Madranges. Il semble désespéré. Il vient au-devant moi, ouvre ma portière, me saute au cou et m'embrasse comme du bon pain. En quinze ans d'amitié, c'est bien la première fois qu'il me manifeste une telle effusion de sentiments. Serait-il arrivé un malheur? « Ah, Gérard, tu es en vie. On te croyait mort. L'AFP avait annoncé ton assassinat. »

Le temps pour lui de recouvrer ses esprits – il semble sincèrement ému –, et de m'expliquer que depuis le

milieu de l'après-midi la rumeur de ma mort s'est répandue comme une traînée de poudre. Partie de l'Assemblée nationale, celle-ci a été relayée par l'AFP puis communiquée au responsable local du quotidien *La Montagne*. Sur le ton de la boutade – « En somme, je suis le dernier prévenu de mon assassinat; vous avez devant vous un mort vivant... » –, je rassure mes amis accourus et les invite à s'en retourner chez eux. Mais une fois seul, à l'abri des regards d'autrui, dans cette vieille ferme qui porte encore les traces d'un récent incendie accidentel, je me débats, une heure durant, avec mes interrogations, mes doutes, mes angoisses, mes colères, mes révoltes... La rumeur de mon assassinat n'a beau être qu'un avatar de plus dans la série des appels téléphoniques anonymes, des tentatives d'intimidation, des pressions sur mon lieu de travail, des dégradations de matériel, des menaces de mort que je subis depuis plusieurs mois, cette fois, je le reconnais, je suis quelque peu ébranlé... Quand donc cela cessera-t-il? Et pourquoi ces menaces ne seraient-elles pas un jour mises à exécution? Je le sais, ceux que je dérange ont la rancune tenace. Si je suis l'objet de tant d'attentions malveillantes de la part de certains, c'est que naturellement je me suis rendu coupable d'une faute. Pis, d'un crime de lèse-majesté.

Le 26 mars 1998, face aux deux gendarmes de la brigade de recherches chargés de l'enquête sur les faux électeurs de Paris, je détaille le système de recrutement mis au point dans le III^e arrondissement pour permettre au maire sortant, Jacques Dominati, d'être réélu. Je l'avoue et l'assume : j'ai été un recruteur de faux électeurs. Les enquêteurs sont descendus de Paris en toute

hâte pour venir recueillir ma déposition volontaire. Il n'était alors pas fréquent qu'un membre du RPR, ancien responsable de la section professionnelle de la Ville de Paris, se décide, de lui-même, à décrire de l'intérieur l'une des filières mises au point pour permettre à Jacques Chirac d'accomplir le « grand chelem » lors des élections municipales de 1989. Si je l'ai fait, c'est que j'étais à la fois lassé et indigné du comportement de nos dirigeants politiques. Non seulement ceux-ci se dérobaient à leurs responsabilités, mais ils se défaussent et sont prêts au sacrifice de ceux-là mêmes qui les ont aidés dans la conquête du pouvoir. Élevé dans les idéaux de la Résistance et du gaullisme originel, je considère qu'un chef ne doit pas abandonner ses soldats. Or « mes faux électeurs », parfois désarmés, étaient laissés à eux-mêmes face aux gendarmes et aux juges d'instruction. Pas plus à la Mairie de Paris qu'au siège du RPR on ne se préoccupait de leur sort. J'eus beau alerter, avertir les responsables de mon parti, rien n'y fit. Voilà pourquoi, un jour de mars 1998, j'ai décroché mon téléphone pour convier les gendarmes à venir recueillir mon témoignage. J'ai défendu « mes garçons » de la Propreté de la Ville de Paris et assumé mes responsabilités à la place qui était la mienne à l'époque, à savoir chargé des relations extérieures à la direction de la Propreté de la Ville de Paris. Ma déposition a été enregistrée à la caserne de la Botte à Tulle, en Corrèze. Autrement dit, en plein fief chiraquien.

Depuis lors, j'ai rencontré la haine, j'ai essuyé la calomnie. Beaucoup de ceux qui furent mes compagnons de lutte politique, certains de ceux que je croyais pouvoir compter parmi mes amis, me considèrent

comme un renégat, me traitent de « balance », me tiennent pour un pestiféré. Certes, des gestes de sympathie, des soutiens discrets, de la part bien souvent d'anonymes, parfois de gens de l'autre bord politique, sont venus contrebalancer ces attaques. Si des regards se détournent, si des mains ne se tendent plus, d'autres les ont remplacés. Je sais donc ce qu'il en coûte, et ce qu'il pourrait encore en coûter, de ne pas respecter la loi du silence, d'enfreindre l'omerta politique. Mais désormais, quelles que soient les pressions ou les menaces, j'irai jusqu'au bout de ma démarche de vérité. De plus, depuis que j'ai entrepris la rédaction de ce livre, je perçois comme un frémissement, comme un changement dans les comportements ici même en Corrèze. À la suite des derniers développements liés aux affaires de la Mairie de Paris, certains de ceux qui me tenaient rigueur d'avoir témoigné viennent aujourd'hui au-devant de moi pour m'exprimer leur approbation et parfois leur soutien.

Militant gaulliste depuis 1965, d'abord en Afrique, puis en région parisienne et enfin en Corrèze, je me suis trouvé parfois sur « les lieux du crime ». Fourmi du renseignement pour les réseaux Foccart, soutier de bien des campagnes électorales, secrétaire de la section professionnelle RPR de la Ville de Paris, taupe chez les écologistes limousins, membre du comité départemental corrézien du RPR jusqu'en 1996, et enfin, à ce jour, toujours adhérent de ce parti dont personne n'a encore eu le courage de m'écarter, je connais quelques secrets concernant les méthodes plus ou moins avouables du gaullisme et de la Chiraquie. En les exposant à la lumière, c'est aussi ma part d'ombre que j'assume.

Bien sûr, on pourra me reprocher d'avoir tardé à parler. Ma prise de conscience ne s'est pas faite du jour au lendemain, elle a été une lente maturation. Lorsque j'ai rejoint Jacques Chirac, j'ai cru en l'homme et en sa sincérité. Cela pourra prêter à sourire, mais Corrézien d'âme et de cœur, mon chauvinisme régional m'a longtemps aveuglé. Je reconnais humblement que c'est en retrouvant mon indépendance matérielle et professionnelle vis-à-vis du système pour lequel j'avais travaillé que j'ai pu me réapproprier une totale liberté de parole. Déjà en 1992, au moment de claquer la porte de la Mairie de Paris, où j'étais en fonctions depuis sept ans, j'ai averti le cabinet du maire Jacques Chirac que certaines pratiques en cours étaient indignes, irresponsables, illégales et que celles-ci faisaient courir au mouvement RPR de graves dangers. À l'époque, ce genre d'avertissements ne suscitait que propos lénifiants et haussements d'épaules, tellement était répandu le sentiment d'impunité.

Faux électeurs, fausses factures, faux en écriture, emplois fictifs, financements occultes, appels d'offres tronqués, dessous-de-table, abus de biens sociaux, passe-droits, clientélisme... aujourd'hui, le navire prend l'eau de toutes parts. Ce qu'il est convenu d'appeler « les affaires » représente les facettes d'un seul et même système au service d'un homme et de son ambition présidentielle. Au risque de me répéter, j'affirme que, pour l'essentiel, Jacques Chirac n'ignorait rien d'un système mis en place par lui, pour lui. Celui-ci repose sur la complicité grande ou petite, sur la peur fondée ou déraisonnable, et surtout sur le silence intéressé. En cela, certains s'apparentent à un système mafieux. Symbole ou

symptôme de cette parenté, la visite que Roland Dumas rendit à Jacques Chirac en mars 1998 et le troc auquel elle a donné lieu. Aux abois du fait de l'affaire des frégates vendues à Taïwan et accessoirement de l'affaire Elf, le président du Conseil constitutionnel venait s'assurer de la passivité bienveillante du président de la République. Tant qu'il demeurerait à la tête du Conseil des sages, Roland Dumas se pensait à l'abri de la justice. En échange de cette illusoire bouée de sauvetage, Jacques Chirac obtint une immunité pénale pour la durée de son mandat créée de toutes pièces par les neuf sages. Dans le dernier chapitre de *La Machine à trahir*¹, Arnaud Montebourg évoque longuement cette étonnante relation entre Jacques Chirac et Roland Dumas. Selon lui, il existerait même un « pacte de soutien mutuel et secret » qui remonterait à 1995, lors de la validation des comptes de campagne du candidat Chirac. La poignée de main que les deux hommes échangèrent sur le perron de l'Élysée me fit l'effet d'une embrassade à la manière des parrains. Ce jour de mars 1998, je sus que mon témoignage auprès des gendarmes ne serait qu'une étape.

Enfin, confronté à la maladie, tout un chacun en vient fatalement un jour ou l'autre à devoir reconsidérer la question de la vérité. Cela se fait souvent au regard d'une vie. Voilà pourquoi j'ai cru bon d'aborder ce sujet à travers un itinéraire personnel, un parcours de militant. Le mien.

1. *La Machine à trahir, rapport sur le délabrement de nos institutions*, Denoël, 2000.

Mon père ce héros

Je suis le fruit de la 2^e division blindée de Leclerc, mes parents s'étant connus et aimés dans le maelström de la Libération.

Mon père, Guy Merle, est originaire de la Corrèze. On dit volontiers de cette terre qu'elle est secrète, taciturne, renfermée. Elle est surtout ingrate pour ses enfants, au point de contraindre nombre d'entre eux à l'exil. Déjà au siècle dernier, le jeune Corrèzien s'en allait tenter sa chance ailleurs, le plus souvent « en montant à la capitale ». Mon grand-père Joseph fut l'un de ces expatriés. Il quitta son village du rude plateau de Millevaches et trouva à s'embaucher aux usines des cycles Peugeot en région parisienne. Il fonda un foyer. Mon père allait être l'aîné de six enfants. Au milieu des années trente, la famille Merle vint s'installer en Normandie, où mon grand-père ouvrit un garage pour les automobiles Peugeot. Elle s'y trouvait encore lorsque la guerre éclata.

En 1942, mon père, qui n'a alors que dix-sept ans et demi, décide, à l'insu de ses parents, de prendre part à la

Résistance. Il entre dans le groupe Scamaroni ¹, noni qui s'efforce de rassembler le maximum d'informations sur les positions ennemies en vue du débarquement. Certaines nuits, mon père quitte subrepticement la maison pour aller avec ses camarades réceptionner un parachutage. Un soir, ils rentrent en compagnie de trois parachutistes anglais qu'il leur faudra cacher durant plusieurs semaines.

« Ils arrivent ! Ils arrivent ² ! » Ce 6 juin 1944, Caen est en ébullition. La nouvelle du débarquement est sur toutes les lèvres. Malgré le couvre-feu, malgré les avions qui ne cessent de survoler le ciel, malgré les canons qui tonnent à seulement quelques kilomètres de là, la population est descendue dans la rue. La plus grande confusion règne, les informations les plus contradictoires et les rumeurs les plus folles circulent, surtout depuis qu'une division blindée S.S. est montée au combat. Sous la garde de soldats vert-de-gris, des prisonniers canadiens sont exhibés dans les rues de la ville. Les Alliés peinent dans leur avancée. Caen est désormais sous un déluge de feu. Il faudra un mois et surtout le bombardement intensif des « forteresses volantes » dans la nuit du 7 juillet pour que les Allemands lâchent enfin prise. Deux jours après cette nuit effroyable, les premiers Canadiens entrent dans Caen. En libérateurs cette fois. Mais les Allemands n'ont pas fui pour autant. Ils se sont même regroupés au sud de la cité, sur les bords de

1. Ce groupe de résistance normand prit le nom de l'émissaire du général de Gaulle venu en Corse préparer la libération de l'île et qui, tombé entre les mains des nazis, se donna la mort pour ne pas parler sous la torture.

2. Le récit qui suit s'appuie en partie sur Guy Merle, *L'Assaut de la 2^e D.B.*, Caen, 1949.

l'Orne, et interdisent ainsi aux Alliés toute progression. De nouveaux combats sont à venir. Mon père tient à en être. Il parvient à s'enrôler dans l'armée canadienne. Il a pour mission de conduire un groupe franc jusqu'aux lignes ennemies. Il s'agit de déloger les Allemands qui occupent encore la gare. Revêtu de l'uniforme du Regina Rifle Regiment, il reçoit son baptême du feu. Mission accomplie, il doit, à son grand regret, quitter cette unité.

De retour à Caen, il apprend que son groupe de résistance a décidé de se mettre au service de la célèbre division Leclerc qui a débarqué en Normandie. Il approuve avec enthousiasme. Les hommes de la Scamaroni tentent d'aller à la rencontre de la 2^e D.B. Celle-ci a lieu au camp de Juilley, près d'Avranches. Le lieutenant Ferrano, un des plus anciens de la division, un fidèle de Leclerc depuis le Tchad, accueille mon père avec ironie du fait de son jeune âge. Il l'affecte à un groupe d'assaut de mitrailleurs voltigeurs. L'équipage du half-track *Marie-Hélène* à peine formé, celui-ci reçoit l'ordre de foncer sur Argentan où il devra assurer la jonction entre Anglais et Canadiens. Sur place, il se heurte à une position allemande solidement installée dans une poche. L'ennemi finira par céder et la jonction entre Alliés s'effectuera comme prévu. Nous sommes le 22 août 1944, la bataille de Normandie dure depuis deux mois et demi. Mon père sera désormais de tous les combats qui forgeront la légende de la 2^e D.B...

Le lendemain, l'ordre que l'on n'attendait plus arrive : « Libérez Paris. » Les Alliés avaient seulement prévu de contourner la capitale française, pas de la délivrer. Ils voulaient lui éviter une bataille destructrice et lui épar-

gner le sort tragique de Varsovie. C'était compter sans l'insurrection populaire. Le 19 août, l'appel au soulèvement de Paris est lancé. Des grèves dans les services publics appuient le mouvement. Mais, mal équipés et à court de munitions, les FFI risquent le massacre. De Gaulle obtient du général Eisenhower que la division blindée de Leclerc soit détachée de l'armée alliée pour aller à l'assaut de Paris. On devine aisément avec quelle rage de vaincre les hommes de la 2^e D.B. se lancent sur les routes ce 23 août. Ils roulent à tombeau ouvert. Leur avance est d'ailleurs facilitée par l'absence de tout ennemi à l'horizon.

Le 25 août au petit matin, posté dans son véhicule blindé, mon père découvre une foule parisienne en liesse venue accueillir ses libérateurs porte d'Orléans. L'heure paraît plus à la fête qu'au combat. Pourtant, on essuie des tirs, sans doute de miliciens planqués sur les toits. Entre deux embrassades d'une foule inconsciente et ivre de bonheur, les hommes de la 2^e D.B. retrouvent leurs réflexes de soldats. À Notre-Dame, ils sont fêtés par la même foule; à la préfecture de police, ils trinquent avec les insurgés, un verre de champagne à la main; rue de Rivoli, aux abords de l'hôtel Meurice, ils se battent pied à pied pour sortir six cents Allemands qui se sont barricadés au siège du quartier général des troupes d'occupation. Le général von Choltitz, commandant la place de Paris, est sommé d'accepter la capitulation.

Le lendemain, face à l'Arc de Triomphe, mon père, avec ses compagnons de half-track, fait partie de la garde qui rend les honneurs au général de Gaulle avant sa descente triomphale des Champs-Élysées. Remonté

dans son véhicule, il défile à son tour sous les acclamations. Pour peu de temps, on annonce des accrochages du côté de Notre-Dame...

Paris libéré, les blindés de la 2^e division prennent alors la direction des Vosges où les combats vont être violents et les pertes nombreuses. Pourtant, les hommes de la 2^e D.B. sont sur le point d'accomplir le serment de Koufra. Trois ans et demi auparavant, dans une oasis perdue en plein désert libyen, Leclerc et une poignée de soldats faisaient la promesse de ne pas déposer les armes avant d'avoir libéré Metz et Strasbourg. Avec son groupe d'assaut, mon père fait partie du détachement de tête qui pénètre dans la capitale alsacienne. Au soir du 23 novembre 1944, le drapeau tricolore flotte au sommet de la cathédrale. Le serment de Koufra a été tenu. Pour autant la guerre continue car l'ennemi tient encore de nombreuses positions sur le sol français.

Mon père est alors envoyé à Boofzheim, petit village frontalier où les Allemands sont solidement accrochés. Ils sont généreusement soutenus par les tirs d'artillerie de la ligne Siegfried, de l'autre côté du Rhin. Il faudra plusieurs assauts avant qu'ils ne décrochent. C'est que dans ce secteur frontalier chaque lopin de terre a valeur de symbole, ce qui rend la lutte plus âpre encore. Finalement, l'ennemi est rejeté de l'autre côté du fleuve où ses lignes de défense fortifiées interdisent pour l'instant toute tentative de poursuite. Durant presque un mois, entre deux tirs d'artillerie bien nourris, Alliés et Allemands vont se guetter. Avant de franchir le Rhin et de poursuivre son offensive jusqu'au cœur de l'Allemagne nazie, la 2^e D.B. prend donc ses quartiers le long de la frontière.

À Boofzheim, mon père s'installe pour quelques jours dans la dernière maison du village que sa section vient de libérer. Celle-ci appartient à la famille Stœcklin. Ces vaillants Alsaciens sont un peu à l'image de leur bâtisse qui est restée debout en dépit des assauts et des sacages. Construite en bordure du Rhin, la maison s'est retrouvée plus d'une fois aux premières loges des combats. Ses murs lépreux, criblés des impacts de balles et des éclats d'obus, en témoignent. Proie facile sur la route des fuyards et des vainqueurs, elle a aussi subi le pillage des soldats français de la ligne Maginot lors de leur déroute, imités dans la foulée par les troupes d'occupation.

Après la défaite de juin 1940, l'Alsace et la Lorraine furent purement et simplement annexées par les nazis. Chaque région fut soumise à l'autorité d'un *gauleiter*, véritable satrape qui avait pour mission d'en faire des territoires pleinement allemands dans un délai de dix ans. Une zone interdite, qui courait le long de l'ancienne frontière, fut instaurée. La famille Stœcklin fut contrainte à l'exode. On ne lui accorda que deux heures pour plier bagage. Durant ce peu de temps, mon grand-père Georges n'eut qu'une obsession : que chacun retienne bien le lieu des retrouvailles. Ce fut Le Havre où se trouvait un grand-oncle. Au prix d'embûches innombrables et en ordre dispersé, la famille parvint à bon port. Quelque temps plus tard, elle fut autorisée à regagner sa région d'origine.

Comme de nombreuses familles alsaciennes, les Stœcklin comptèrent parmi leurs proches des « malgré-nous », ces Français pour la plupart enrôlés de force dans la Wehrmacht ou la Waffen S.S. Suspects aux yeux

du reste de la nation, les « malgré-nous » passaient pour des supplétifs volontaires de l'armée d'occupation. La présence de quatorze d'entre eux aux côtés des S.S. de la division Das Reich lors du massacre d'Oradour-sur-Glane ne fit que renforcer cette image. Pourtant, si parmi les 130 000 Français d'Alsace qui avaient revêtu l'uniforme allemand certains le firent par conviction, beaucoup furent des hommes ballottés au gré des courants de l'Histoire. Faits prisonniers par l'Armée rouge, ils furent envoyés au camp de Tambov, au fin fond de la Russie centrale. Les conditions de détention y étaient effroyables, surtout l'hiver quand le thermomètre descendait à -50° C. Aux morts des combats s'ajoutèrent les milliers de victimes des camps. Mes oncles furent parmi les derniers à rentrer en France au milieu des années cinquante.

En ce mois de décembre 1944, lorsque mon père y pénètre donc pour la première fois, la maison Stœcklin n'a plus vraiment les charmes d'une demeure familiale. Même ce Noël 44 parvient à peine à dissiper l'horreur du moment. Heureusement, il y a les cris et les rires des quatre filles du cheminot Stœcklin. Et naturellement mon père de tomber amoureux de l'une d'elles. Il s'agit d'Hélène, la benjamine. Mais la guerre a vite fait de reprendre ses droits et ses hommes. La 2^e D.B. repart vers l'arrière pour prêter main-forte aux troupes américaines en mauvaise posture du côté de Saverne. Les Allemands en profitent pour occuper de nouveau quelques villages français, dont celui de Boofzheim. Mais le destin est là qui veille. Avec sa section, mon père libère une seconde fois sa belle Hélène.

Le dernier envahisseur chassé du sol français et la reddition des troupes d'occupation signée, les hommes

de Leclerc peuvent alors franchir le Rhin. En Bavière, ils retrouvent la 1^{re} Armée qui les a précédés de quelques semaines. Les Français mettent un point d'honneur à s'emparer de Berchtesgaden, le nid d'aigle d'Hitler, trois jours seulement avant l'armistice qui signe la défaite finale de l'Allemagne nazie. « Les Leclercs » rentrent définitivement en France où ils sont acclamés dès leur arrivée en Alsace. Mon père en profite pour repasser à Boofzheim. On pourrait croire que la vie ou la providence, c'est selon, a pris un malin plaisir à organiser ainsi les retrouvailles de ces deux jeunes amoureux pour pouvoir ensuite mieux les séparer. Car alors qu'au bord du Rhin Guy et Hélène renouent avec l'insouciance, au même moment, à des milliers de kilomètres de là, en Indochine, l'Histoire s'accélère.

Lors du coup de force japonais du 9 mars 1945, l'administration et l'armée françaises se sont écroulées comme châteaux de cartes. Profitant de la confusion, Hô Chi Minh a proclamé, le 22 août, l'indépendance de la République démocratique du Vietnam. Entre-temps, Leclerc s'est vu confier par le général de Gaulle, chef du gouvernement, le commandement des forces terrestres d'Indochine. Et mon père de faire à nouveau son paquetage pour aller rejoindre le groupement du colonel Massu. À vrai dire, comme de très nombreux camarades de la 2^e D.B., il s'est porté volontaire, attitude qui ne va pas sans susciter la réprobation d'une partie de l'opinion hostile à une guerre qui se déroule à des milliers de kilomètres. Sans doute le goût du risque et de l'aventure ont-ils pesé dans la décision de ces hommes de s'engager. Sans doute certains, appréhendant le retour à une vie civile qui leur paraît désormais terne et fade en

23 mars 1998, les gendarmes chargés de l'enquête sur les faux électeurs du III^e arrondissement de Paris recueillent une déposition capitale. Gérard Merle est le premier militant RPR à décrire le système de fraude électorale mis en place pour permettre au maire de la capitale d'accomplir en 1989 le « grand chelem » dans les vingt arrondissements.

Pour Gérard Merle tout a commencé en 1965, en Afrique. Recruté par le légendaire Jo Attia, il y débute comme « fourmi » du renseignement gaulliste dans les réseaux Foccart. De retour en France, il assiste à la naissance du RPR en 1976. Homme de main de bien des campagnes électorales, il contribue notamment à l'échec de Valéry Giscard d'Estaing en 1981 et fréquente nombre des officines troubles du néo-gaullisme.

Ses origines corrèziennes lui valent d'être recruté en 1984 comme chargé des relations extérieures à la direction de la propreté de la Ville de Paris. Désormais employé municipal, Gérard Merle va vivre de l'intérieur de l'Hôtel de Ville les petits arrangements ordinaires de l'équipe Chirac. Faux électeurs, fausses factures, faux en écriture, emplois fictifs, chargés de mission fantômes, financements occultes, appels d'offres tronqués, dessous-de-table, abus de biens sociaux, passe-droits, espionnage, Corrèze Connection... Pour Gérard Merle, le maire de Paris ne pouvait ignorer ce système imparable.

Prenant ses distances en 1992, Merle a regagné la Corrèze. Ce « militant exemplaire » est toujours membre du RPR.

B 25185.3  03.01
120 FF TTC 18,29 €
ISBN 2.207.25185.3

